

“Gilets jaunes” : les fantassins du discrédit

Le mouvement des "gilets jaunes" met en lumière le discrédit qui frappe tous les récits officiels. Ce qui a été refoulé depuis 30 ans resurgit sous une forme chaotique, sauvage mais résolue. Une sorte de contre-puissance obscure, celle d'un monde social qui résiste aveuglément au néolibéralisme et à son agenda.

"Le Che Guevara du XXI^e siècle, c'est le net", avait déclaré Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, alors que le "printemps arabe" rassemblait les foules sur les places publiques de Tunisie, d'Égypte, de Libye, du Yémen, de Syrie et jusqu'à Bahreïn.

Depuis cette date, le concept de "révolution numérique" s'est répandu dans les médias à travers des expressions telles que "WikiLeaks Revolution" (Tunisie), "révolution 2.0" (Égypte), reprenant l'antienne qui avait fleuri lors des manifestations de 2008 en Iran de "Facebook Revolution" ou encore de "Twitter Revolution".

Le mouvement des "gilets jaunes" réactive cette croyance dans les pouvoirs d'Internet, capable de provoquer un changement démocratique en favorisant l'alliance entre la mobilisation populaire et les applications des réseaux sociaux. N'est-il pas né à partir d'une pétition en ligne lancée le 21 octobre contre la hausse des taxes sur le carburant qui a dépassé très vite un million de signatures ? N'est-ce pas sur la plateforme Facebook que la journée d'action qui a suivi, le 17 novembre et les samedis suivants, a été préparée de manière décentralisée par des groupes appelant à bloquer les carrefours "vêtus d'un gilet jaune" ?



Une manifestante, le 15 décembre 2018, sur l'avenue des Champs-Élysées à Paris. © Reuters

Depuis cette date le mouvement des gilets jaunes s'est structuré à partir des groupes Facebook qui lancèrent chaque samedi un "nouvel acte" de la mobilisation. Alors les gilets jaunes, un nouvelle révolte 2.0 ?

Les choses ne sont pas aussi simples, qu'il s'agisse des gilets jaunes, des révolutions arabes ou des campeurs de la Puerta del

Sol ou de Zuccotti Park.

En 2011, j'avais échangé avec un collectif de cinéastes et de journalistes égyptiens plutôt sceptiques sur les révolutions 2.0. Quand John Kerry était venu au Caire, il avait fait l'éloge des réseaux sociaux et avait raconté la jolie histoire selon laquelle la révolution était l'œuvre de petits malins avec des portables et des comptes Twitter et non pas celle des Égyptiens qui réclamaient "le pain, la liberté, la justice sociale".

"En surestimant le rôle des réseaux sociaux," me disait Danya Nadar, une militante membre du collectif Mosireen ("Déterminés"), "les Occidentaux voulaient probablement éviter de discuter de leur soutien aux régimes dans la région et des effets de la politique néolibérale sur la vie des gens."

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, était allé jusqu'à prétendre en avril 2011 que Tarek Bouazizi, le jeune vendeur ambulant de fruits et légumes dont la mort déclencha les manifestations tunisiennes, s'était suicidé parce qu'il était harcelé par la paperasserie. Selon lui, il fallait laisser aux gens la chance d'ouvrir un petit commerce. N'est-ce pas plutôt la politique de la Banque mondiale qui a créé la misère et le chômage dans ces pays et poussé au suicide les Tarek Bouazizi ?

"Quand les gens descendent dans les rues", poursuivait Danya Nadar, "c'est toujours pour les mêmes raisons depuis trois, dix ou soixante ans. C'est l'histoire des combats contre "l'État dans l'État", la corruption et la pauvreté. Il faut revenir à des notions plus collectives de délibération démocratique et d'éducation populaire. C'est la pensée critique qui est dangereuse pour le régime, pas la technologie".

Son collectif avait entrepris un travail de documentation et d'archivage sur l'occupation de la place et organisait à travers le pays des projections de rue suivies de débats, convaincu que ce qui se jouait en Égypte, c'était une "guerre des récits".

"Qui va avoir la main sur le récit de ce qui s'est réellement passé ? Est-ce que c'est nous qui étions dans la rue ou les médias mainstream qui vont imposer leur récit ?"

C'est sans doute l'un des enjeux sous-jacents de la lutte des gilets jaunes. Qui raconte leur histoire ? Les chaînes d'info en continu ? Quelques porte-parole auto-proclamés ? Des groupuscules militants ? Le gouvernement ? L'apparition des gilets jaunes dans le paysage médiatique et politique a suscité des réactions contradictoires, surprise et soupçon, critique et soutien. Événement récalcitrant, hors norme, les médias n'avaient aucun récit disponible pour en rendre compte. Il suscita en raison même de son illisibilité une foule d'analyses et de commentaires comme aucun mouvement social ne l'avait fait jusque-là.

On fit appel aux sondeurs et aux éditorialistes afin de démasquer ce fantôme en gilet. On convoqua les historiens sur les plateaux télé pour un grand concours de la meilleure analogie historique. Il fallait d'urgence trouver au mouvement un précédent, épinglez cet événement sans visage et sans nom sur le tableau des émeutes et des révolutions. On invoqua d'abord les jacqueries, puis la révolution de 1789 ou celle de 1793, les émeutes de 1848 ou la Commune de Paris.

On crut voir dans le gilet jaune tour à tour le sans-culotte de 1789, un revenant de Mai-68, un Indigné des places, un Gavroche à la retraite, grisonnant. Mais ce mouvement résistait à son inscription historique, car il n'appartenait pas au passé mais au futur. On s'efforça alors de lui trouver une place sur le spectre politique existant, mais le gilet jaune rebondissait de l'extrême droite à la gauche radicale, des franges les plus racistes et xénophobes de l'Œuvre française au Comité Adama Traoré.

► Lire aussi ► [Notre dossier «gilets jaunes»: la révolte des oubliés](#) par [La rédaction de Mediapart](#)

Non content d'être difficile à cerner, le phénomène mutait visiblement. Voilà qu'il attirait à lui les cheminots, les lycéens, les retraités. Bientôt la CGT appela à la grève partout. Il déjouait les appartenances politiques, se radicalisait selon sa logique propre, celle de la montée en puissance du mouvement. On fit des cartes : on y voyait des nuées de points jaunes sur l'Hexagone à la place des motifs d'usines sidérurgiques ou de mines de charbon. Le gilet jaune ou le reflet inversé de la désindus-

trialisation. Certains prétendaient que le pullulement de points jaunes sur la carte recoupait les frontières du "péri-urbain", nouveau concept fourre-tout qui n'éclairait rien du tout.

La multiplicité des barrages révélait en revanche, comme autant de *checkpoints*, une France morcelée par les inégalités. On faisait grand cas d'une diagonale du vide départageant le pays comme une faille sismique qui désignait non pas le rapprochement des plaques tectoniques mais l'éloignement de tout service public.

Ainsi la fracture n'était plus seulement sociale, elle s'était envenimée faute d'être réduite. Elle était devenue symbolique. Les sociologues invoquaient dans leur jargon

"des indicateurs de dignité et de mépris, de ghettoïsation et d'éloignement social, d'appréhension des peurs et des fantasmes".

On dépêcha les reporters sur les ronds-points. Aux carrefours, des groupes sociaux se rencontraient, hommes et femmes, jeunes et vieux, mais rebelles à toute classification. Certains en appelaient à prendre l'Élysée, pendant que d'autres, plus pragmatiques, s'organisaient en prévision des fêtes de fin d'année pour approvisionner les gilets en nourriture et en palettes de bois. Le *gilet jaune* focalisait les projections les plus diverses, des vieux rêves de rénovation nationale aux espoirs de révolution citoyenne. Il rhabillait toutes sortes de revendications, des plus prosaïques, liées à la vie chère, aux plus lyriques, qui aspiraient à un changement de tout le système. Il scintillait de toutes les colères, il devint le flambeau de toutes les frustrations.

À la lumière des braseros, on scrutait le *gilet jaune* sous toutes les coutures, vérifiant sa provenance, son origine contrôlée, l'étiquette *made in France*, palpant sous le gilet la chair du mouvement, ses origines sociales et géographiques, sa composition de classe. Peine perdue, **le gilet se dérobaux généralisations**. On entreprit alors de faire le tri entre les gilets progressistes et les gilets réacs, les bons gilets des campagnes et les mauvais gilets des villes...

Des centaines d'histoires courraient sur les réseaux sociaux. Des histoires vraies et des racontars, des témoignages exemplaires de solidarité et des théories fumeuses qui attisaient la haine et le soupçon. Une rumeur relayée sur les pages *Facebook* des *gilets jaunes* affirmait qu'Emmanuel Macron en signant le *Pacte de Marrakech*, le 10 décembre, allait vendre la France à l'ONU et favoriser une immigration massive. On parlait de 900 000 immigrés de plus par an.

À Marseille, une vieille dame qui fermait ses volets reçut en pleine tête une grenade lacrymogène et décéda le lendemain à l'hôpital de *La Conception*. On ne comptait plus les visages défigurés et les amputations, causés par des tirs de grenades de désencerclement. Sur *Twitter*, les signalements de violences policières se multipliaient. Et puis il y eut ces images de lycéens à genoux les mains sur la tête, devenues en quelques jours l'emblème du mouvement.

Un rappeur tournait un clip dans les fumées des gaz, entre deux charges de CRS. Un prêtre en prière sur le pavé arborait un gilet jaune par-dessus sa soutane. On vit des *gilets jaunes* déposant des fleurs aux pieds des CRS. Rue de Rivoli, des manifestants se renvoyaient un ballon de volley au-dessus d'une rangée de CRS jouant le rôle de filet. Un policier, prétendait un témoin, aurait même réussi à réaliser "une aile de pigeon".

Il y avait aussi des histoires drôles, comme cette vidéo qui fit le tour du Web, d'une femme, "morte de rire", filmant son mari qui essayait de bloquer tout seul un rond-point. L'histoire de Tristan, 30 ans,

éleveur de brebis dans la Drôme, qu'on retrouva seul sur le toit de l'Arc de triomphe à contempler Paris illuminé par les incendies et les décorations de Noël. Il s'était retrouvé sur la place de l'Étoile noyée de gaz lacrymogène et il était monté juste pour respirer un peu. Dans son sang, on trouvera des traces de cocaïne et de cannabis.

Un gamin de 19 ans venu d'Angers avait, lui, tenu à " manifester pour le peuple et pour [s]es parents ". À la magistrate qui l'interrogeait, il avait avoué avoir jeté un pétard sur les CRS " pour les disperser ! ". La magistrate, amusée, lui avait répondu :

"Vous êtes un peu prétentieux."

Trois amis de Bondy, âgés de 21 et 22 ans, expliquaient ainsi leur présence sur les Champs :

"Rien à voir avec la manif, j'allais m'acheter des chaussures chez Louboutin" (dans Le Monde du 4 décembre).

Même les spécialistes de la mode se mêlèrent au débat.

"Un jour", affirmait Vanessa Friedman, la chroniqueuse de mode du New York Times, "le gilet jaune fluorescent qui est devenu synonyme du tollé français face au prix de l'essence finira dans un musée comme l'un des vêtements de protestation les plus efficaces de l'histoire."

Et d'ajouter :

"Il n'y a pas eu de symbole de révolte vestimentaire aussi convaincant depuis que les sans-culottes se sont saisis de leur pantalon pour marquer la différence visuelle avec l'aristocratie pendant la Révolution française."

Mais elle alertait aussi contre les dangers de récupération du gilet par la mode comme les cuirs et bérêts de 1968 adoptés par Dior ; les crânes et les épingles de sûreté des punks britanniques récupérés par Alexander McQueen et Versace.

"Il est impossible de prendre un vêtement au sérieux comme un cri de rage ou de désespoir une fois qu'il a atteint le podium de la haute couture."

Sous sa plume, les manifestations étaient le terrain d'une compétition vestimentaire entre la mode et la révolution.

Au musée du Jeu de Paume, où se tient une exposition des photos de Dorothea Lange sur la grande crise des années 1930 aux États-Unis, l'historien des cultures visuelles, André Gunthert, terminait son intervention en évoquant "l'auto-médiation des gilets jaunes", lorsque la séance avait été brusquement interrompue et l'auditorium évacué. Quelques casseurs menaçaient de s'en prendre au musée et avaient mis le feu à un véhicule à proximité.

"Nous sommes sortis par le jardin des Tuileries, un peu sonnés, rejoignant l'atmosphère émeutière et l'odeur des gaz lacrymogènes, après avoir disserté doctement du rapport au réel de la photographie", raconte André Gunthert.

Sur son blog, le lendemain, il exprimait

"le sentiment d'être face à une réalité totalement inédite, dans sa manière d'apparaître, sans l'encombrant folklore des banderoles et des pancartes, et dans sa gestion souveraine de l'espace urbain".

Il soulignait la distorsion entre le mouvement et la caricature qu'en donnaient les chaînes d'info en continu, acharnées à filmer les violences, alors que, dans le reste de l'espace urbain, la manifestation des gilets était plutôt bon enfant.

"Des visages joviaux accueillaienent les demandes de franchissement des barrages, sûrs de la sympathie du public à l'égard du mouvement."



La mobilisation des gilets jaunes, le 1er décembre à Paris. © Reuters

Comme les occupants des places au cours des révolutions arabes ou lors du mouvement des Indignados et d'Occupy Wall Street, l'action des gilets jaunes adoptait une dimension théâtrale : sans parler de sa dramaturgie en cinq actes, elle mettait en scène l'occupation de l'espace public.

Mais, à la différence de ses prédécesseurs, l'occupation de l'espace public par les gilets jaunes se faisait sous le signe de la mobilité.

"Outre le génie signalétique du gilet jaune", écrivait André Gunthert, "qui crée une identification immédiate et dessine dans le paysage urbain les mouvements des groupes, comme un surligneur géant, ce qui apparaissait de manière évidente était la maîtrise de l'espace par le mouvement. La signature visuelle des gilets jaunes se déplaçait sans cesse, en petits groupes mobiles, inscrivant sa souveraineté sur le territoire parisien, franchissant la Seine sans souci des itinéraires balisés, et venant interrompre la circulation à la vitesse de l'éclair."

Il s'agissait moins d'occuper des places symboliques et d'en conserver le contrôle, que d'afficher une souveraine liberté de mouvement. Guerre de mouvement plutôt que guerre de tranchées, trouée dans l'espace et lignes de fuite au lieu de simples barricades. Le choix des quartiers surdéterminait celui des formes d'action. On ne dresse pas des barricades sur les Champs-Élysées.

Mais c'est un trait caractéristique de ce mouvement : né de la révolte contre la hausse du carburant, il emprunte ses signes à la circulation routière. Il aurait pu s'appeler "Bison Futé", car outre l'occupation des axes routiers, il déplace le débat public, trace des voies secondaires moins fréquentées, propose des itinéraires de contournement des grands médias, dessine une signalétique nouvelle dans le paysage social et médiatique.

D'un bout à l'autre du pays, les gilets jaunes prenaient le contrôle de la circulation, ils régulaient des flux, filtraient le trafic. Ils inventaient une politique déroutante, une révolution buissonnière, désaxée. Ils prenaient le contrôle de la société de contrôle que Deleuze métaphorisait par la circulation autoroutière alliant la fluidité des circulations à la stabilité d'un système clos. Un pied de nez au totem néolibéral de la mobilité.

L'analyse de la composition sociologique du mouvement, qui reste à faire, en dit moins sur la nature de ce mouvement que sur ses formes d'organisation, sa syntaxe, sa scénographie (les carrefours et des échangeurs), sa dramaturgie en cinq actes, sa vitesse de propagation... Il relève moins du calendrier syndical que d'une sorte d'épiphanie à l'envers, déroutante, qui n'apporterait pas la connaissance mais le déni. Il aurait pour effet non pas d'éclairer les médias, mais de les désorienter. Peut-

être faut-il simplement prendre la mesure de cette opacité, de cette illisibilité. Non pas seulement comme une insuffisance, une lacune, un manque d'information ou un retard de l'information sur l'événement, mais comme le seul véritable événement.

En 2006, le philosophe Jean Baudrillard avait qualifié d'"événements voyous" ("rogue events") ces événements atypiques et imprévisibles qu'il voyait se multiplier à l'échelle française depuis le vote Le Pen du 21 avril 2002, la victoire du "non" au référendum sur le traité constitutionnel de l'Union européenne en 2005 ou les émeutes des banlieues la même année. Le mouvement des *gilets jaunes* en fait partie. Car ces "événements voyous" expriment une réaction qui n'est plus seulement politique, économique ou sociale, mais "symbolique". C'est-à-dire qu'ils s'affirment moins par des visions politiques, des revendications explicites ou des programmes que par une puissance de dénégation, un refus de toute médiation, de tout compromis avec le pouvoir.

Le mouvement des *gilets jaunes* procède de quelque chose qui n'est pas immédiatement reconnaissable sur le plan idéologique. Il brouille le jeu. Il se joue des repères. Sa puissance de dénégation est symbolique. Elle dérègle les discours politiques et médiatiques dominants. Sa force tiendrait de son caractère inexplicable, indéchiffrable. Son efficacité serait proportionnelle à sa puissance de dérèglement du discours médiatique néolibéral.

La crise financière de 2008 a porté un coup fatal au grand récit néolibéral, sur lequel reposaient tous les discours des gouvernants. C'est ce monopole du récit dominant que dénoncent les *gilets jaunes*. Non pour lui opposer un autre discours (un cahier de revendication ou un programme), mais pour ruiner la compétence narrative du pouvoir en place. Métaphore pour métaphore, ce mouvement relève de l'allergie plutôt que du viral, il est une réaction à une intoxication.

Il ne se propage pas d'écran à écran conformément à une logique de contagion. **Il est une réaction de défense de tout le corps social à l'intoxication des sociétés néolibérales et à leurs systèmes politiques décrédibilisés.**

Il ne se manifeste pas avec des mots et des revendications. Il ne nomme pas des délégués et des représentants. Car ce sont justement ces mots, ces dispositifs de représentation qui sont discrédités.

"Ce que le mouvement a démontré jusqu'à présent, c'est que le peuple peut exister comme clameur polyphonique et insistante à l'intérieur de laquelle ne se distingue aucun principe d'unité ou d'identité précis", affirment les philosophes et sociologues Sandra Laugier et Albert Ogien sur le site AOC. "C'est cette indistinction qui a fait la force du mouvement, son danger et sa menace. Et son succès : sans jamais rien demander formellement, sans jamais rien négocier en face-à-face, sans jamais hiérarchiser ses revendications, sans jamais désigner des représentants, les gilets jaunes obtiennent de ces pouvoirs qu'ils contestent (gouvernement, patronat) des satisfactions à des demandes qu'ils n'ont jamais formulées. Et leur découverte, hilarante, est que moins ils formulent de demandes, plus ils engrangent les concessions et les mesures favorables. Pourquoi se priver de ce moyen de lutte inédit qui consiste à répondre à ceux et celles qui pressent les plus médiatiques de leurs porte-voix de se prononcer : "Allez ! vous savez bien ce que nous demandons !" ?"

On est donc moins dans une logique de négociation que dans l'expression d'un refus de négocier.

Les gilets jaunes sont les fantassins du discrédit. Ils ne négocient pas avec le pouvoir. Ils spéculent sur son effondrement. Chaque semaine, le pouvoir chute un peu plus dans les sondages. La bulle Macron est en train d'exploser.

Faute d'avoir compris les causes de ce discrédit, Emmanuel Macron n'a fait que l'aggraver. Il a cru naïvement que ses talents suffiraient à blanchir la fonction présidentielle discréditée en rénovant la pratique du pouvoir. Avec son mouvement *En Marche!*, il a pulvérisé le système des partis et a conquis l'État, en traduisant les éléments de la monarchie présidentielle dans le code néolibéral, aggravant ainsi les causes du discrédit de la V^e République.

C'est cette mascarade que le mouvement des *gilets jaunes* sanctionne depuis un mois. Le peuple est sorti de l'isolement, il a créé sa propre agence de notation. Chaque samedi, il abaisse la note du pouvoir en place, jetant le doute sur sa solvabilité future. Jusqu'où le discrédit ? C'est bien la question qui est dans tous les esprits. Essayant de sauver le peu de crédit qui lui reste, en lâchant concession sur concession ou en usant de la force jusqu'à ce que celle-ci soit elle-même discréditée et qu'elle refuse de le soutenir plus longtemps.

Le pouvoir ne peut survivre qu'en se reniant, mais en se reniant il perd la confiance de ses mandants.

Enfermé dans la spirale du discrédit, il n'a pas d'autre solution que de céder aux uns en décevant les autres, et vice versa. C'est le spectacle qu'il a donné lors de sa dernière intervention. Coincé entre deux discrédits, il est apparu figé, enfermé dans un hiatus mortel. Comment risquer l'autocritique sans donner l'impression d'un manque de fermeté ? Piégé, il alterna les deux registres : une rhétorique punitive à l'égard des casseurs et un storytelling de compassion à l'égard des gilets.

Le caractère surjoué de la prestation, la rigidité du regard, la fixité de la posture présidentielle, contrastaient avec la mobilité du mouvement, son inventivité formelle et son refus de toute délégation. Ce que peinent à comprendre le président et son gouvernement, c'est que le mouvement des *gilets jaunes*, s'il prend en charge des revendications sur le pouvoir d'achat, sur le prix des carburants et l'explosion des inégalités, est l'expression d'une crise qui les dépasse, comme elle dépasse Emmanuel Macron. Il n'aura fait en somme que l'aggraver avec ses provocations verbales et ses passages en force.

La crise de 2008 n'est pas seulement une crise financière, c'est une crise de narration. Le décrochage des récits officiels par rapport à l'expérience concrète des hommes a ruiné leur crédibilité. Le récit néolibéral ne convainc plus personne. L'intrigue est éventée. Le lecteur est averti. Le narrateur est discrédité.

La révolte des *gilets jaunes* met en lumière le discrédit qui frappe tous les récits officiels. Tout ce qui a été refoulé depuis 30 ans par le récit néolibéral resurgit sous une forme chaotique, sauvage mais déterminée. D'un côté, une logique narrative, un ordre narratif qui jette son filet de récits sur les expériences humaines et, de l'autre, une puissance qui cherche à lui échapper, déniait sa rhétorique, son agenda, ses mots d'ordre, une contre-puissance obscure, celle d'un monde social qui résiste aveuglément au néolibéralisme et à sa mise en récit.